

## **Outres-mers, insularité et agriculture durable : quels modèles de développement ? Réflexions autour du cas réunionnais.**

Martignac Cécile, Géographe, Cirad, UMR "Territoires, Environnement, Télédétection et Information Spatiale" - 101 Antananarivo – Madagascar.

### **Introduction.**

Depuis la départementalisation, le paysage réunionnais de l'agriculture s'est profondément transformé, selon une double dynamique de diminution importante de l'effectif des exploitations agricoles et d'augmentation de la performance des exploitations. Cette évolution de l'agriculture, commune à de nombreux contextes, est souvent présentée comme inéluctable. C'est un réel dilemme car il s'agit pour exister, de se moderniser au prix d'une réduction drastique du nombre des agriculteurs (Tonneau, 2005). Comment ces évolutions se traduisent-elles au plan spatial ?

L'objectif de cette communication est de réinterroger la durabilité du modèle de développement agricole réunionnais à partir notamment d'une analyse des dynamiques spatiales régionales récentes. Cette présentation s'appuie sur cinq années de recherches menées à la Réunion entre 2001 et 2006, en partenariat avec l'IRD, l'INRA, le CNRS et le CNES. Ces recherches ont porté sur l'analyse des dynamiques spatiales régionales, leur interprétation en termes de stratégies des acteurs notamment du point de vue de la relation existante entre espaces urbains et espaces agricoles. Ces résultats ont permis de construire ce qui nous a semblé constituer une position relativement nouvelle, du moins encore faiblement partagée, concernant les réflexions relatives au modèle agricole réunionnais, à l'évaluation de sa durabilité et par conséquent à son devenir. Notre ambition est de contribuer au débat en présentant quelques éléments de réflexion.

Pour commencer et sous forme de préalable, je souhaiterai traiter deux points qui me semblent importants : le premier porte sur une définition rapide de l'acception donnée dans cette présentation aux concepts d'insularité et de développement durable ; le second porte sur ce qui me semble être le rôle social du chercheur.

Ensuite, nous essaierons de caractériser rapidement l'agriculture réunionnaise, en particulier ses dynamiques sur la période récente en mettant l'accent sur l'évolution des structures d'exploitation préconisées.

Enfin, nous essaierons d'identifier les liens existant entre ces évolutions et les dynamiques spatiales de périurbanisation observables au niveau régional.

En conclusion, nous utiliserons ces résultats pour évaluer la durabilité du modèle de développement agricole réunionnais et questionner les choix de société qu'il révèle au regard des enjeux du développement durable.

## **Quelques préalables.**

### Précisions de sens

Il ne s'agit pas ici de faire une revue sémantique des termes utilisés, mais de préciser la manière dont nous les avons mobilisés dans cet exposé.

Concernant l'insularité : Louis Brigand (Brigand, 2004) rappelle que « *si tout le monde s'accorde à reconnaître une spécificité géographique aux îles, spécificité liée à la discontinuité géographique entre terre et mer, pour autant, les manifestations engendrées par cette situation géographique, que l'on regroupe sous le terme d'insularité, ne sont pas perçues de la même manière selon les auteurs et les disciplines* ». Nous retiendrons ici comme dénominateur commun des îles, surtout tropicales, leur caractère souvent marqué des spécificités de l'organisation sociale, des cultures et des usages de l'espace (Staszak, 2003).

Il nous semble également que les îles constituent de bons terrains géographiques pour étudier les phénomènes dialectiques d'intégration et d'exclusion des systèmes sociaux, dont les limites et du coup les effets y sont plus facilement identifiables. Pour les mêmes raisons, il semble qu'en théorie du moins, ces propriétés leur offrent aussi des opportunités réelles de changement et d'innovation plus rapides, la possibilité peut-être de « penser et de faire différemment ».

Concernant le développement durable il désigne ici un développement prenant en compte de manière équilibrée les dimensions sociales, environnementales et économiques, qui constituent les trois piliers communément admis. A ce triptyque ajoutons deux dimensions, ou plus que des dimensions des cadres conceptuels que sont :

- le territoire....compris comme l'espace d'une société (et donc de ses acteurs en interaction) lorsque celle-ci s'y sent liée par une double appartenance (« J'appartiens à cet espace et cet espace m'appartient » (Levy, 2003). Le territoire à ses différents niveaux

d'organisation constitue le « support » du développement durable, raison pour laquelle il convient peut-être mieux de parler de développement territorial durable compris comme « une construction d'acteurs visant une trajectoire particulière intégrant notamment l'évolution conjointe des systèmes économiques, sociaux et écologiques » (Angeon et al., 2006) ;

- la gouvernance, comprise généralement comme la démocratisation des processus de choix. La gouvernance fait intervenir un ensemble complexe d'acteurs et d'institutions qui n'appartiennent pas tous à la sphère du gouvernement ; elle traduit une interdépendance entre les pouvoirs et les institutions associées à l'action collective. La gouvernance fait intervenir des réseaux d'acteurs autonomes et part du principe qu'il est possible d'agir sans se remettre au pouvoir de l'État (Stocker, 1998). La gouvernance apparaît d'abord comme un chantier de recherche tentant de faire le lien entre des transformations de l'Etat, de l'économie, de la société, qui bousculent le modèle classique du gouvernement (Le Galès, 2003). Ce chantier s'avère urgent autant qu'indispensable : il faut contribuer à rééquilibrer les rapports de force dans les processus de négociation et repenser en profondeur les modes de prise de décision : questions écologiques, crise financière et économique mondiale, phénomènes massifs d'exclusion sociale aux différentes échelles : mondiale (Nord/Sud) ou locale...

#### Concernant la position du chercheur et son rôle social

Une part croissante de scientifiques est intimement convaincue d'une part que le chercheur, surtout lorsqu'il est également praticien, a un rôle politique au sens large du terme et d'autre part, qu'il doit nécessairement composer avec une part de subjectivité, qui n'est pas gênante en elle-même mais qui convient d'être identifiée. Il semble en revanche important de ne pas la nier, ni de réfuter la dimension politique de notre production, de notre action (Bourdieu, 1997).

Le praticien-chercheur a pour « *ardente obligation* » d'apporter, en interaction avec les autres acteurs, une dynamique politique (au sens de la structure et du fonctionnement d'une société) qui favorise l'accès au savoir scientifique pour les acteurs concernés par la recherche. Considérant que la recherche produit « un savoir à partager » (Garbarini, 2001), il s'oppose à des pratiques de recherche dans lesquelles les bénéfices de la recherche ne vont qu'aux chercheurs. La dynamique d'appropriation des résultats fait partie intégrante de la recherche puisqu'elle est un enjeu de recherche, qui

consiste à proposer aux acteurs des occasions nouvelles de réfléchir sur leurs pratiques (Catherine De Lavergne, 2007).

En ce qui concerne le « *d'où je parle* » selon l'expression chère à Bourdieu (Bourdieu, 1997), il semble utile d'essayer d'identifier et de qualifier la part de subjectivité qui est intervenue dans ce processus de recherche, ce que Rachel Bélisle nomme « audit de subjectivité » (Belisle, 2001). Je travaille sur un domaine de recherche que l'on pourrait aujourd'hui nommer *géogouvernance*. De manière plus explicite, il s'agit (à mon sens, car le terme est encore mal défini) de "l'art" de mobiliser l'approche, les outils et méthodes de la géographie -comprise au sens large- pour accompagner l'émergence de nouveaux modes de prise de décision, notamment en faveur d'un rééquilibrage des rapports de force entre les acteurs d'un territoire. Pourquoi rééquilibrage ? Parce que, aujourd'hui, les rapports de force entre les acteurs dans les processus de négociation et de prise de décision apparaissent extrêmement inégalitaires. Cette situation est largement liée aux asymétries d'information existantes entre les différents acteurs, aux moyens d'expression dont ils disposent, à l'émergence presque systématique d'un discours dominant (sinon unique) rarement nuancé et aux arènes au sens que leur confère Jean-Pierre Olivier de Sardan (Olivier de Sardan, 1995) auxquelles ils ont accès pour faire valoir leurs positions. C'est un fait : certains acteurs sont historiquement sous considérés, parfois niés dans des processus de négociation et de prise de décision dans lesquels ils seraient pourtant plus que légitimes. D'acteurs théoriques, on pourrait dire qu'ils ne sont plus que figurants alors qu'ils pourraient prétendre au premier rôle. Ce phénomène d'exclusion, qui passe souvent inaperçu, est partiellement à l'origine de la portée limitée de certaines politiques publiques, (comme de certains projets de développement...). Une conviction du collectif scientifique auquel j'appartiens est que le rééquilibrage de ces rapports de force dans les processus de négociation et de choix est une condition *sine qua non* d'un développement territorial durable.

Je vous propose maintenant d'aborder la question du modèle agricole réunionnais, ses évolutions, afin de voir dans quelle mesure il s'inscrit dans une perspective de durabilité. A partir de là, il devient possible d'imaginer une suite de questionnements permettant d'établir un lien entre modèle agricole et projet de société pour imaginer quelques pistes de réflexion et d'action.

## **L'agriculture réunionnaise : un secteur en mutation**

L'agriculture réunionnaise est un secteur économique fragile, du point de vue de la surface exploitée et de la population concernée, mais également en termes de valeur générée. Du point de vue économique<sup>1</sup>, on estime en 2006 à 360 M€ la valeur totale de la production agricole, répartie entre trois grandes activités : les productions fruitières et légumières (133 M€), la filière canne (115 M€), et l'élevage (102 M€). Cette évolution est observable malgré un niveau de soutien public relativement important (200 M€ en 2007) mais très inégalement réparti entre les trois filières principales : tandis que les aides à la filière canne à sucre représentent 90% de la valeur produite en 2007<sup>2</sup>, elles représentent 30 % de la valeur des produits d'élevage et concernent assez peu les productions fruitières et légumières (5%). Comme beaucoup d'économies insulaires, La Réunion importe plus de biens qu'elle n'en exporte ; concernant les produits alimentaires, en dépit d'importations croissantes de produits alimentaires (470 M€ en 2000 et 730 M€ en 2008), l'île assure 60 % de sa production alimentaire non transformée (Agreste).

### *Une surface agricole utile qui diminue et se redistribue*

Après avoir perdu 13 % de sa superficie entre 1989 et 2000, l'agriculture a depuis réussi à maintenir à peu près ses surfaces. La comparaison des résultats 2007 avec les données 2000 d'un échantillon identique affichent même une légère croissance de la SAU (+ 2,2 %). Ce fait est à mettre en relation avec la mise en eau de nouveaux périmètres irrigués et avec les diverses mesures prises pour la protection des surfaces agricoles (Schéma d'Aménagement Régional, chartes agricoles) en réponse à un discours alarmiste essentiellement porté par les industriels du sucre. Aujourd'hui, le territoire agricole est occupé principalement par la canne à sucre (57 %), en léger recul toutefois (59 % en 2005), par les pâturages (29 %), en progression de 8 % en 7 ans, puis par les cultures fruitières (7 %) et légumières (3,7 %), également en légère croissance.

Si les surfaces sont globalement stabilisées, en revanche la manière elles sont réparties entre les exploitations a été profondément modifiée puisque leur taille moyenne est passée de 3,3 ha en 1989 à 6.8 ha en 2007 soit un doublement en un peu moins de vingt ans. Cette redistribution, appuyée notamment par la SAFER, a permis la consolidation des

---

<sup>1</sup> Les références mobilisées sont issues d'Agreste Réunion -

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/en-region/reunion/>

<sup>2</sup> On doit rappeler que l'année précédente, la valeur produite était de 116 M€. Cette baisse brutale doit être partiellement attribuée au passage du cyclone et n'est pas forcément représentative d'une réelle tendance.

exploitations de taille moyenne au détriment des très petites structures (< 1 ha) qui ne représentent plus aujourd'hui que 1/7ème des exploitations agricoles. Les plus grandes exploitations (> 15 ha) ont réduit leur effectif mais ont augmenté leur surface agricole (figure 1). Ces évolutions attestent d'un double mouvement de diminution du nombre d'exploitations et de reconcentration foncière. Ainsi, on comptabilisait près de 9 300 exploitations lors du recensement agricole de 2000, mais environ 7000 en 2007 soit une diminution de près de 25 % en 7 ans.

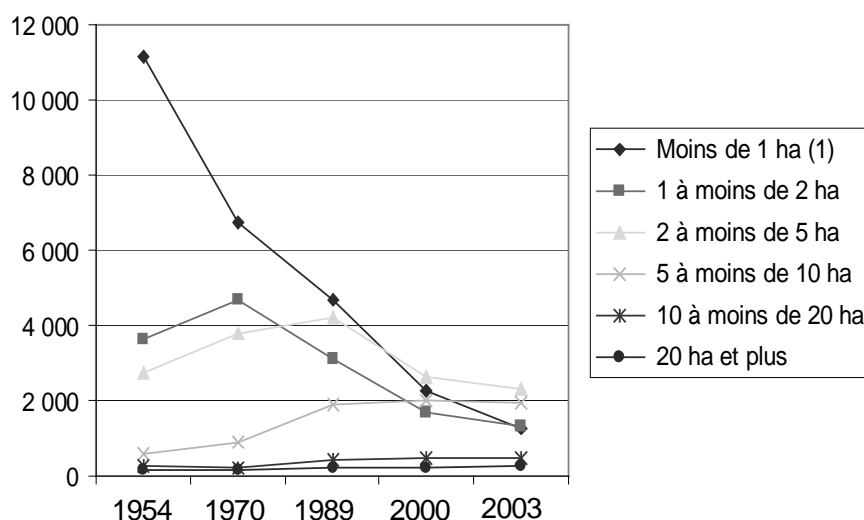


Figure 1 : évolution des effectifs des exploitations 1954-2003

Ces mutations, conformes aux dynamiques observées au niveau national et européen, sont révélatrices d'une politique agricole productiviste orientée vers la viabilisation des structures et basée sur des critères essentiellement économiques, alors même que la valeur économique de la production agricole, sucrière surtout, devient l'argument le plus fragile en faveur de l'agriculture<sup>3</sup>.

#### La dualité des structures de production

Cette évolution est liée à la politique départementale des structures agricoles formalisée par un schéma départemental des structures qui sert de cadre de

<sup>3</sup> Moins de 100 M€ de valeur de la production de la filière canne contre 85 M€ d'aides publiques versées à la filière canne en 2007 – Source Agreste, memento 2007.

référence pour l'octroi d'autorisations d'exploiter. Ce schéma détermine les critères d'éligibilité des candidats à l'installation, dans une situation inverse de la celle de la métropole, c'est-à-dire marquée par un nombre très important de candidats face à une offre de terres agricoles très restreinte. Lors des commissions d'attribution des droits à l'installation ou à l'agrandissement, deux conceptions de l'agriculture réunionnaise s'opposent, schématiquement représentatives de la structure duale de la production agricole. Les exploitations sont en effet réparties entre deux types d'agriculture : une agriculture familiale professionnelle promue par les politiques agricoles et une agriculture familiale à caractère social, très empreinte de l'histoire. Les principales oppositions résident dans les divergences relatives aux forces et aux faiblesses de chacun des deux types et sur les stratégies à adopter pour les renforcer, les modifier voire les substituer (BONNAL *et al.*, 2003).

Pour l'INSEE, le concept d'agriculture professionnelle fait référence à une taille économique : est considérée comme professionnelle une exploitation qui possède au moins 8 Unités de Dimension Economique (UDE) équivalant à 3,5 ha de canne à sucre. Selon ce critère, 54 % des exploitations soit 5000 sur 9300 comptabilisées en 2001 peuvent être considérées comme professionnelles. Si l'on rapproche ce critère du modèle initial de 5 ha préconisé en canne- lequel est aujourd'hui caduc et remplacé par un modèle de 6 ha - cette proportion passe à un tiers seulement du total des exploitations. Les traits dominants de l'agriculture professionnelle sont les suivants (BONNAL *et al.* 2003) :

- le système de production est spécialisé, il s'agit essentiellement de canne à sucre dans les Bas et d'élevage dans les Hauts ;
- la disponibilité en facteurs de production est bonne ;
- la famille et l'exploitation vivent du revenu dégagé par l'activité agricole ;
- Le chef d'exploitation a reçu une formation professionnelle adéquate ;
- Il possède de ce fait une technicité garante d'un niveau de production élevé ;
- Le producteur est à plein temps sur son activité agricole (mono activité) ;
- Le producteur est bien inséré dans les structures professionnelles agricoles et dans les filières de production au sein desquelles il fait preuve de dynamisme et de volontarisme.

- Il accepte le jeu compétitif sur le marché intérieur et essaie de positionner ses produits au mieux ;
- Les exploitations ont souvent recours à de la main d'œuvre salariée.

Les caractéristiques du modèle d'agriculture sociale sont définies en contre point du modèle précédent :

- Les exploitations sont structurellement défavorisées, c'est-à-dire souvent de petite taille ;
- La production est médiocre ;
- Le capital d'exploitation est faible et peu performant ;
- Le revenu de la famille est essentiellement assuré par les transferts sociaux ;
- La production agricole est destinée à l'autoconsommation et aux marchés de proximité ;
- Elle se localise principalement dans les Hauts ;
- L'agriculture est souvent exercée à temps partiel ;
- L'exploitant et les actifs familiaux vendent fréquemment leur force de travail auprès d'exploitations professionnelles.

Ces deux modèles font référence à deux époques comme à deux types d'agriculteurs. L'agriculture qualifiée de sociale (terme employé aujourd'hui mais longtemps écarté du discours car porteur d'une connotation négative) s'inscrit directement dans la généalogie des habitations, des établissements et du colonage. Si les formes sociales de production sont en constante adaptation elles restent marquées, même après la réforme foncière, par la société coloniale postesclavagiste [et la vente de leur force de travail par ceux qui ont un accès insuffisant au foncier ](BOCK, 1999).

Concernant l'agriculture professionnelle, pratiquée plus souvent par des individus jeunes et formés, n'ayant parfois aucun passé familial paysan, elle s'inspire directement des modèles d'agriculture métropolitaine. C'est celle qui est privilégiée par les critères d'attribution et d'éligibilité à l'installation des nouveaux agriculteurs. L'évolution nette en faveur de ces modèles pose la question du rôle de l'agriculture en tant que pourvoyeuse d'emplois et activité structurante des territoires ruraux, alors qu'en 2009, la Réunion est la Région européenne la plus touchée par le chômage (25 %)<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> *Ce taux issu des nouvelles modalités de calcul du chômage décidées en 2008 est probablement très optimiste et ne reflète que très partiellement la réalité du taux d'activité.*



Malgré ce constat, de nouvelles modalités d'octroi de l'aide aux exploitations cannières existent depuis 2006. Basées sur le couplage de l'aide au volume de production, elles favorisent la progression rapide du revenu cannier avec l'extension de la surface : les exploitations sont donc globalement plus qu'auparavant incitées à s'agrandir et à se mécaniser (Fusillier et *al.*, 2007). Que deviennent les agriculteurs qui ne peuvent pas s'adapter, que devient l'espace agricole ?

C'est pour répondre à cette question et comprendre les mutations spatiales en cours, notamment entre agriculture et espaces urbains que nous avons initié le projet TEMOS.

### **L'agriculture réunionnaise vue « d'en haut » : que lit t'on ?**

Le projet de recherche TEMOS (Télédétection pour l'étude des modes d'occupation du sol), a été conduit par un collectif de chercheurs géographes et géomaticiens (CIRAD, IRD, INRA, CNRS). Initié en 2002, il s'inscrit dans un contexte de croissance urbaine et périurbaine très rapide, peu encadrée et en apparente contradiction avec le maintien de la culture de la canne à sucre, monoculture traditionnelle fortement soutenue par les pouvoirs publics (Martignac, 2006). L'idée selon laquelle la « *ville mange la canne* » fait alors office de diagnostic communément admis sur lequel s'appuie l'élaboration des politiques régionales d'aménagement.

La construction de deux états comparables de l'occupation du sol de la Réunion entre 1989 et 2002, les évolutions respectives des espaces agricoles et urbains ont pu être pour la première fois chiffrées, cartographiées et analysées (Lagabrielle et *al.*, 2007).

#### *Quelles sont les dynamiques observables, qu'apporte leur analyse ?*

Concernant la diminution des espaces agricoles, dénoncée comme la principale menace pesant sur l'agriculture, canne à sucre en particulier, ce qui semble particulièrement intéressant, c'est qu'il ne s'agit pas d'un processus unimodal mais bien plus de la conséquence d'un jeu complexe de gains et de pertes (figure 2). Les résultats montrent notamment que l'idée selon laquelle le processus consiste en une diminution des surfaces agricoles accentuée à l'Ouest, occupé par exploitations de taille modeste, est fausse.

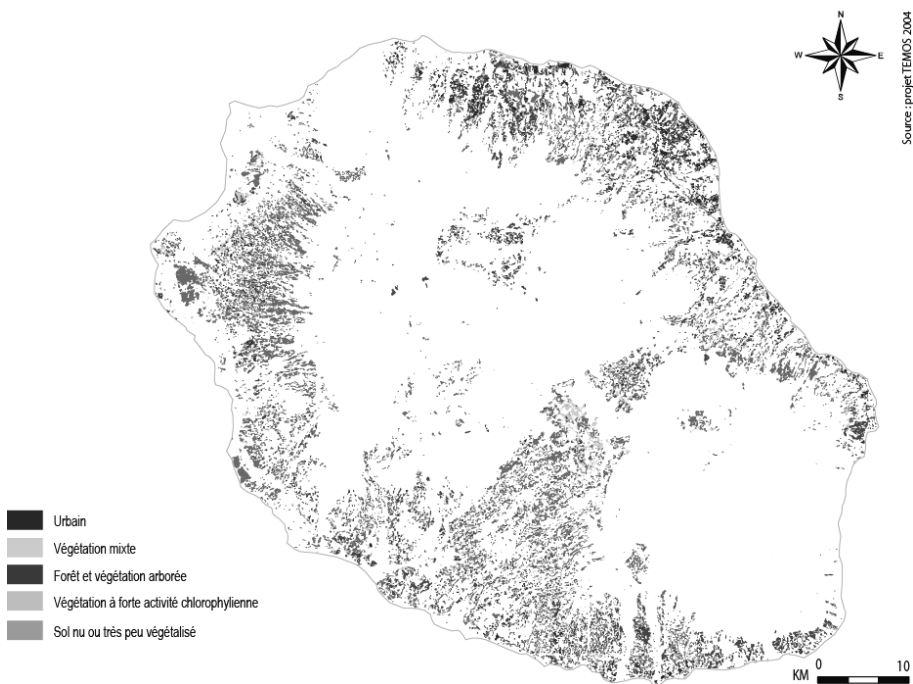


Figure 2 : gains et pertes en végétation à forte activité chlorophyllienne entre 1989 et 2002

Concernant l'urbain, l'analyse montre un triplement de la tache urbaine, laquelle se développe prioritairement sur des espaces boisés ou arborés et secondairement seulement sur des espaces détectés comme agricoles. Elle confirme que l'apparition des nouveaux espaces urbains n'est pas un processus aléatoire : la croissance urbaine se fait en partie en conformité aux structures historiques préexistantes mais on observe sur la période récente des tendances d'évolution qui s'affichent en dissidence par rapport à ces structures. De nouveaux espaces urbains – mais périurbains en réalité - apparaissent, sans lien apparent avec des centres préexistants (figure 3).

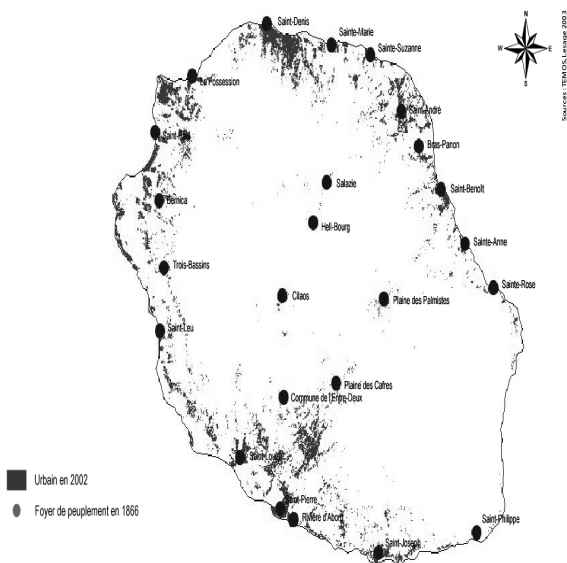


Figure 3 : centres historiques du peuplement et urbanisation récente

Pour tenter de comprendre le « pourquoi » de ces évolutions, nous avons entrepris ensuite une démarche de modélisation spatiale, objet d'un second projet de recherche, intitulé MUTE (Modélisation de l'Urbanisation du Territoire).

L'objectif de ce projet était de comprendre les mécanismes de localisation préférentielle de l'urbain : il s'agissait de répondre à la question « *pourquoi l'urbain se fait-il là et pas ailleurs ?* ». Pour ce faire, nous avons utilisé les informations issues du projet Temos, constituant ainsi l'état de départ et celui d'arrivée, l'objectif étant de comprendre les facteurs susceptibles d'expliquer le passage de la tache urbaine de 1989 à celle de 2002 (figure 4).

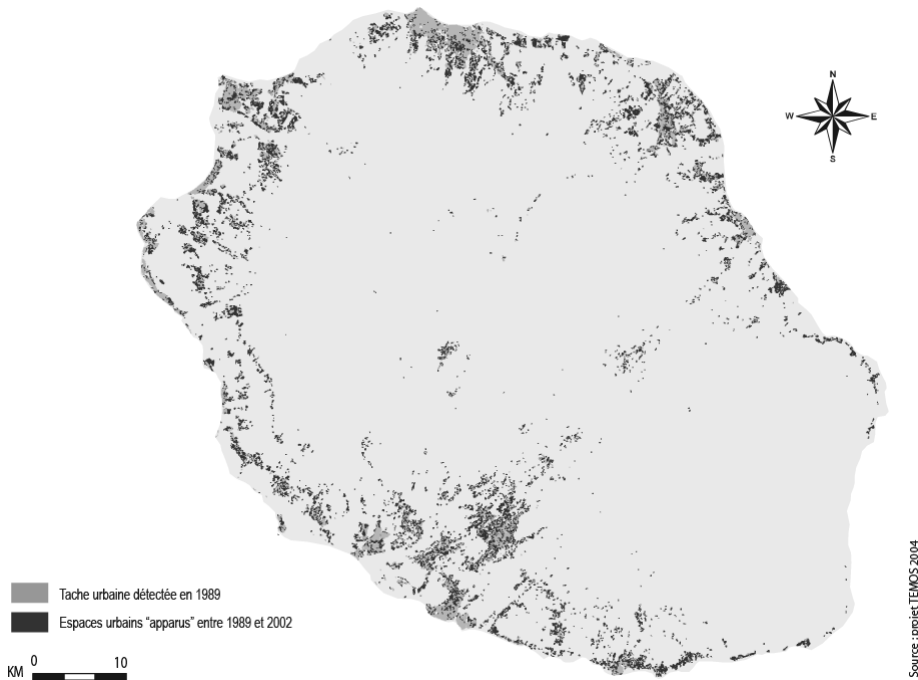
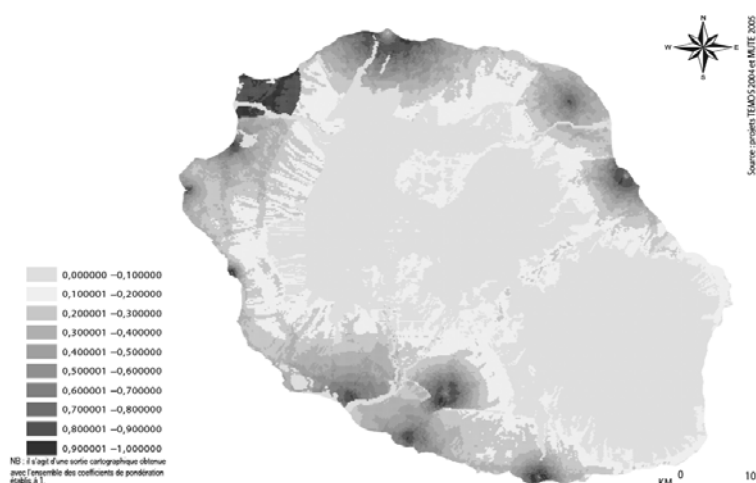


Figure 4 : les dynamiques urbaines à expliciter

Nous avons posé l'hypothèse initiale que chaque portion de l'espace régional est soumise à un certain nombre de champs géographiques (Brunet, 1997) qui influent – positivement ou négativement- sur l'urbanisation. Pour chacun de ces champs, nous avons formulé une hypothèse et nous avons calculé son influence sur le processus d'urbanisation. Nous avons combiné l'ensemble de ces champs pour obtenir une cartographie régionale des « probabilités »<sup>5</sup> d'urbanisation (figure 5) (Thinon et *al.*, 2007).

<sup>5</sup>

Le terme est entre guillemets car il ne s'agit pas d'une probabilité au sens strict.



**Figure 5 : cartographie des probabilités d'urbanisation du territoire régional**

L'évaluation de cette expérience de modélisation a permis de mettre en évidence deux types de croissance urbaine.

- Une croissance urbaine conforme au modèle et qui renvoie au modèle urbain classique centre-périphérie ;
- Une croissance urbaine inattendue (figure 6), qui apparaît sous forme de résidus et ne répond pas au modèle urbain classique. Ce modèle atypique est caractérisé par une polynucléarité, une localisation distante du littoral et l'absence de centre-périphérie (figure 7). Il se développe sur des zones de petites exploitations, anciennement basées sur la canne à sucre et les plantes à parfum, notamment le géranium sur les mi-pentes de l'Ouest et du Tampon. Localement, il prend la forme d'agencements bâtis dispersés au sein d'espaces « agricoles » peu structurés, très arborés, essentiellement vivriers ou du moins exploités sur un mode relativement extensif (Martignac, 2006).

La prééminence de cet agencement sur ces secteurs, associé à un puissant mouvement de déprise en lien avec la recherche de compétitivité économique, constitue selon nous une partie du mécanisme de réduction des espaces agricoles nommé couramment "mitage". Parce qu'il n'est pas urbain à proprement parler et « s'installe » en lieu et place de l'agriculture traditionnelle, nous proposons de qualifier ce modèle de post-agricole.

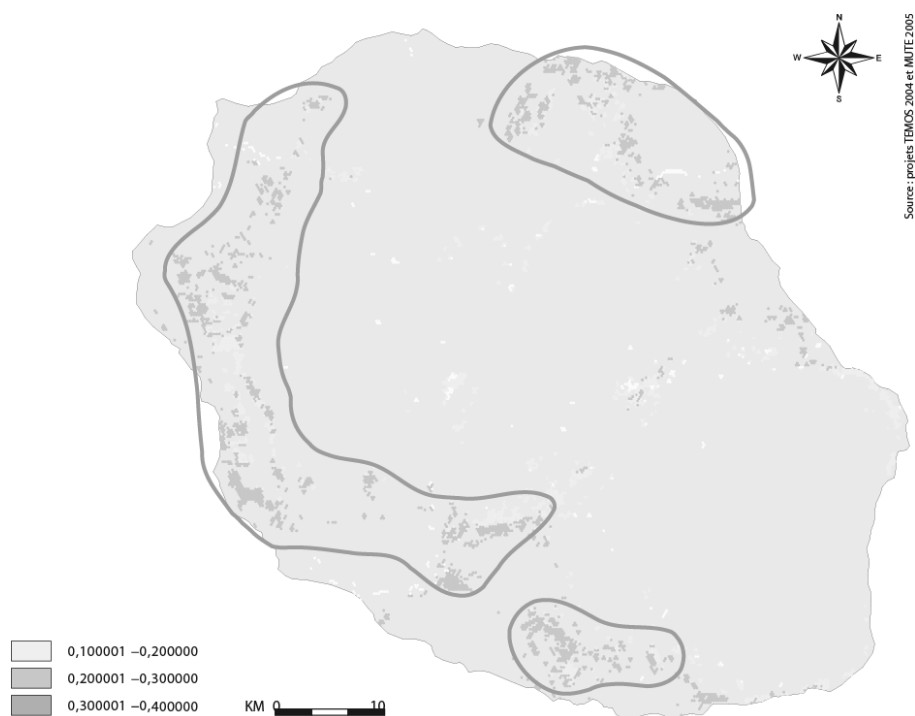


Figure 6 : le cas de l'urbanisation inattendue.

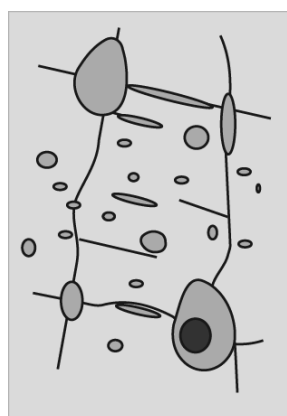


Figure 7 : le modèle post-agricole

Nous pouvons alors tenter de répondre à notre question : que deviennent les agriculteurs qui ne peuvent pas s'adapter ? Que font-ils des espaces qu'ils cultivaient ?

### Un puissant mouvement d'exclusion sociale et spatiale

A défaut de vivre de l'agriculture (souvent canne à sucre et anciennement plantes aromatiques), ces exploitants « non conformes » (au regard du modèle préconisé) abandonnent l'agriculture du moins dans sa dimension productive. Combinée avec les revenus sociaux parfois prépondérants et garants de la paix sociale, l'activité agricole est souvent maintenue, en dehors de toute logique purement économique. Dans un contexte social extrêmement difficile, l'agriculture procure un statut et une terre pour habiter (Paillat, 2001) à défaut de constituer une source de revenu. En revanche elle ne justifie plus le maintien de la « vocation » agricole des terrains. Pour leurs enfants, ils construisent progressivement une voire deux cases qui peuvent éventuellement être valorisées dans un cadre agri-touristique. Faute d'accompagnement et surtout d'opportunités d'emplois dans d'autres secteurs dans un contexte captif du fait de l'insularité, ils vivent tout comme l'ensemble de la population dépourvue d'emploi, grâce au cumul d'activités informelles et d'aides garantes de la paix sociale. Au sens propre, ils se marginalisent, car ce statut complexe n'est pas appréhendé, encore moins reconnu par les pouvoirs publics.

Dès lors, il devient possible d'affirmer que les formes spatiales désignées comme responsables de la diminution des surfaces agricoles et notamment cannières sont des formes spatiales révélatrices de l'exclusion, produites au cours du temps par les évincés successifs du modèle de développement agricole. La fracture sociale est matérialisée par une fracture spatiale (Martignac et al., 2008).

Pour maintenir coûte que coûte l'agriculture et notamment la monoculture de la canne à sucre sur la base de critères exclusivement économiques, la politique agricole menée depuis la départementalisation a été un puissant moteur d'exclusion sociale. Paradoxalement, cette politique a eu comme conséquence une diminution des espaces agricoles qui met aujourd'hui en péril – via un effet de seuil – la pérennité de la filière canne. De manière un peu imagée, on pourrait dire qu'il s'agit d'une sorte de maladie auto-immune...

Mais pourquoi une telle ampleur à la Réunion ? En lien avec l'insularité, l'isolement et la configuration de l'activité économique, l'absence d'emplois peu qualifiés, notamment industriels, a contraint une part des agriculteurs à développer des systèmes de survie permis en grande partie par les revenus sociaux. Cette situation a été accentuée par l'absence de programme de reconversion au profit des paysans et des ouvriers agricoles. En conséquence, on peut affirmer que la baisse des effectifs dans le secteur

primaire est fortement corrélée avec la forte progression du chômage entre 1967 et 2000<sup>6</sup> (Roinsard, 2006).

### **Agriculture, sociétés et développement durable**

Reposons à présent la question de la durabilité. Ces mutations, génératrices d'instabilité, de conflits et d'exclusion constituent le pain quotidien des relations entre agricultures, ruralités et sociétés. Malgré le discours dominant associant de manière récurrente agriculture et développement durable au niveau régional, il paraît difficile d'affirmer que l'on se situe ici dans une perspective de durabilité. Le taux de chômage record de la Réunion illustre, particulièrement en zone rurale, les limites du traitement social des externalités négatives de la recherche de compétitivité. Ce modèle inspiré de celui de la modernisation des agricultures nord-américaines et européennes pose aujourd'hui avant tout le problème de l'intégration des exclus qu'il a généré (Tonneau, 2005).

A la Réunion, où ces phénomènes sont exacerbés mais aussi à des niveaux d'organisation plus large porteurs de problématiques similaires, l'enjeu est aujourd'hui d'envisager l'agriculture au sein (au service ?) d'un projet de territoire partagé et basé sur une logique d'inclusion et non plus d'exclusion.

#### *Intégration versus ségrégation : le jardin ou l'usine ?*

Quelle agriculture, quelle société voulons nous ? Les choix de modèles agricoles ne sont pas anodins. Derrière le choix d'un modèle agricole, il y a un choix d'aménagement du territoire, lui-même étant l'expression du modèle de société souhaité. Exclusion et inclusion renvoient - de manière un peu manichéenne il est vrai - à deux modèles agricoles opposés comme aux choix à réaliser : jardin versus usine, familial versus commercial. Ils peuvent trouver un écho constructif dans l'opposition faite aux Pays-Bas entre *ségrégation* d'un côté et *intégration* de l'autre (Cairol et al., 2006).

Dans le premier cas il s'agirait de réserver les terres les plus fertiles à l'agriculture, d'y spécialiser les activités et d'y produire de manière intensive, quitte à gérer désagréments et externalités (environnementales, sociales...) par des actions compensatoires sur place ou ailleurs. Dans cet ailleurs, défini par défaut, l'agriculture n'a aucune raison d'être : elle cède la place à l'urbain (dont on encadre strictement les risques de débordement via des zonages réglementaires), au récréatif ou à la conservation environnementale. Dans le second cas, il s'agirait au contraire de penser l'agriculture comme un outil d'aménagement du territoire, en misant et en

---

<sup>6</sup> (13% en 1967 à 42% en 2000 au sens du recensement de la population).



organisant la diversité de ses formes de manière à satisfaire un large éventail de fonctions – sociales, environnementales, économiques - et en prévenant les effets nuisibles ou indésirables.

Dans un contexte d'affirmation des concepts intimement liés de développement durable et de multifonctionnalité de l'agriculture, ce travail pose la problématique du modèle de développement des DOM insulaires (Réunion et Guadeloupe surtout), encore fortement basés sur la promotion d'une agriculture productiviste tournée vers l'exportation. Il met en évidence la pesanteur de l'histoire pour les institutions et dispositifs d'appui au développement, mais aussi pour tous les acteurs historiques, dominants ou dominés. Marqués par ce lourd héritage, ils contribuent volontairement ou non, à la reproduction du modèle de développement « *post colonial domien* ». L'absence d'évaluation, et a fortiori de remise en cause bloque l'émergence d'un nouveau modèle agricole, et par conséquent d'un projet de territoire, construit dans une réelle perspective de développement durable.

Il s'agit d'un véritable défi posé à la société réunionnaise qui suppose des ruptures face à la pensée et aux représentations issues de l'histoire réunionnaise.

### **Quelles perspectives ?**

Quelles pistes de réflexion et d'action ? La première étape consisterait en premier lieu à s'autoriser collectivement à penser autrement l'île de La Réunion et son agriculture, en valorisant et en soumettant au débat les travaux existants, qui restent peu partagés car trop confidentiels. En effet, différentes recherches aboutissent apparemment à une convergence du moins partielle sur la non viabilité du modèle actuel.

Une voie est peut être de refuser la séparation entre le productif, d'une part et le social et l'environnemental d'autre part (Tonneau, 2005). Ne faut-il pas assumer la multifonctionnalité agricole, défendre des politiques agricoles intégrant les différentes fonctions de l'agriculture dans des réponses globales aux exigences de production, d'équilibre social et de gestion de l'espace ? Ceci suppose d'inventer de nouvelles formes de production, de nouvelles voies compatibles notamment avec un projet d'inclusion sociale. Par son approche multisectorielle, multi-échelle et multi-acteurs, la multifonctionnalité de l'agriculture offre un cadre d'analyse concret au concept de durabilité (Cairol et *al.*, 2006)

Emploi, aménagement du territoire, environnement, énergie, sécurité alimentaire... quelles sont les attentes de la société réunionnaise vis-à-vis de son agriculture ? A quel(s) modèle(s) agricole font-elles référence ? A

quelles conditions ces fonctions peuvent-elles être intégratives ? Avec quelles effets induits, quels besoins de régulation ?

Ces questions de prospective qui supposent toujours une part d'utopie, sont par essence des questions de société. A ce titre, elles nécessitent d'être traitées dans le cadre d'un débat élargi. Ceci pose par conséquent les questions de gouvernance abordées en introduction : qui sont réellement les acteurs concernés ? Comment garantir l'équilibre des rapports de force dans les processus de négociation et repenser en profondeur les modes de prise de décision ? Comment stimuler et renforcer les capacités d'une société (et de ses acteurs) à décider et à maîtriser les évolutions de son territoire ? Comment stimuler l'émergence de nouvelles formes de gouvernance ? Comment accompagner ce processus de pilotage par l'explicitation des futurs possibles et des effets générés, en particulier en termes de différenciation et d'exclusion ? De nombreuses questions, encore peu de réponses et beaucoup de chemin à parcourir.

Aujourd'hui, de nombreux acteurs institutionnels - dont l'Etat, les Conseils Régional et Général<sup>7</sup> - affichent notamment via le projet GERRI<sup>8</sup>, la vision commune d'une île laboratoire du développement durable, du « *premier territoire au Monde d'intégration de toutes les innovations environnementales* »<sup>9</sup>. Forts de ces cadres d'analyse qu'offrent les notions de durabilité et de multifonctionnalité, le moment n'est-il pas opportun pour ouvrir largement et librement le chantier de définition et d'expérimentation d'un nouveau modèle agricole pour la Réunion, pensé collectivement au service du projet de territoire innovant et ambitieux qui se dessine aujourd'hui ?

## Références

Angeon, V., Caron, A., Lardon, S., 2006. « Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable : quel rôle de la proximité dans ce processus ? », *Développement Durable et Territoires*. Dossier n°7 : proximité et environnement.

---

<sup>7</sup> A travers le PR2D : Plan Régional de Développement Durable et du SDA2D : Schéma Départemental d'Aménagement et de Développement Durable.

<sup>8</sup> Grenelle de l'Environnement à la Réunion - Réussir l'Innovation

<sup>9</sup> [www.gerri.fr](http://www.gerri.fr)

Bonnal, P., Ganot P., 2004. « A quelles conditions et en quoi la mise en place des CTE dans les DOM favorisera-t-elle le professionnalisation de son agriculture » ? *Regards sur les agricultures familiales et la multifonctionnalité: les départements français d'outre-mer. La multifonctionnalité de l'agriculture et la mise en place des contrats territoriaux d'exploitation (CTE) dans les départements d'outre-mer : actes* . Montpellier : CIRAD-TERA, p. 93-94.

Bélisle, R., 2001. « Pratiques ethnographiques dans des sociétés lettrées : l'entrée sur le terrain et la recherche impliquée en milieux communautaires ». *Recherches qualitatives*, 22, pp. 55-71.

Bock, M-S., 1999. « Espaces et sociétés dans les départements d'Outre-Mer », Montpellier, Mappemonde, n°2, pp.6-9.

Bourdieu, P., 1997. « Les usages sociaux de la science : pour une sociologie clinique du champ scientifique », *Sciences en Questions*, Paris, INRA, 79 p.

Brigand, L., 2004. « Insularité », Index complémentaire, *Hypergeo*, 2 p.

Cairol, D., Coudel, E., Caron, P., (2005). « Multifonctionnalité et développement durable des territoires ruraux en Europe : état des lieux et perspectives de recherche », *Ingénieries*, numéro spécial Feader, pp.189-200.

De Lavergne, C., 2006. « La posture du praticien-chercheur : un analyseur de l'évolution de la recherche qualitative », *Recherches Qualitatives*, Association pour la Recherche Qualitative, hors-série n°3, 16 p.

Garbarini, J., 2001. « Formateur-chercheur : une identité construite entre renoncement et engagement ». Dans Mackiewicz, M.-P. (Éd.). *Praticien et chercheur. Parcours dans le champ social* (pp.83-90). Paris : L'Harmattan.

Fusillier, J-L., Choisis, J.P., Lejars, C., 2007. « Aides à l'agriculture : l'impact de la réforme », *L'économie de La Réunion*, n°131, pp. 23-33.

Lagabrielle, E., 2007. « Les dynamiques d'occupation du sol à la Réunion (1989-2002) », *Mappemonde* n°86, 2-2007, en ligne.

Le Galès, P., 2003. « Gouvernance », *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, sous la direction de Jacques Lévy et Michel Lussault. Paris, Belin, p.418.

Levy, J., 2003. « Territoire », *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, sous la direction de Jacques Lévy et Michel Lussault. Paris, Belin, p.907.

Martignac, C., 2006. « Maintien d'une filière dominante ou projet de territoire : le cas du sucre à la Réunion », thèse de doctorat, Université Montpellier III, 389 p.

Martignac C., Metzger P., Thinon P., Cheylan J.P., 2008. « Croissance urbaine et exclusion sociale : l'apport de la géographie et de la géomatique pour la compréhension des mécanismes de périurbanisation à la Réunion » INRA ; SFER / CIRAD, 11 et 12 décembre 2008, Lille, France.

Olivier de Sardan, J-P., 1995. « Anthropologie et développement », Paris, APAD-Karthala

Paillat Jarousseau, H., 2001. « Une terre pour cultiver et habiter : anthropologie d'une localité à l'île de La Réunion », Paris, l'Harmattan, 455 p.

Roinsard, N., 2006. « La promotion de l'environnement à La Réunion : pratiques associatives et enjeux politiques autour d'un gisement d'emplois », *Développement durable et territoires, Dossier 5 : Économie plurielle, responsabilité sociétale et développement durable*, <http://developpementdurable.revues.org/index1855.html>

Staszak, J-F., 2003. « Ile », *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, sous la direction de Jacques Lévy et Michel Lussault. Paris, Belin, p.484.

Stoker, G., 1998. « Cinq propositions pour une théorie de la gouvernance » in *Revue internationale des Sciences Sociales*. Paris UNESCO, n°155.

Thinon P., Martignac C., Metzger P., Cheylan J.P. 2007. « Analyse géographique et modélisation des dynamiques d'urbanisation à La Réunion », Cybergeog n°389, <http://www.cybergeog.eu/index8692.html>

Tonneau, J-P., Rufino de Aquino, J., Teixeira, O-A., 2005. « Modernisation de l'agriculture familiale et exclusion : le dilemme des politiques agricoles », *Cahiers Agricultures* vol. 14, n° 1, 5 p.